

PALESTINE : CISJORDANIE, ISRAËL, GAZA

La **Palestine** située au Moyen-Orient, est présente sur les territoires palestiniens occupés et revendiqués **Jérusalem-Est** et l'entièreté de la **Cisjordanie**. Ses frontières sont, de facto et depuis 1994, celles des zones A et B de la Cisjordanie, gouvernée par l'Autorité palestinienne, et celles de la bande de Gaza, sous contrôle du Hamas depuis 2007, revendiquée par l'Autorité palestinienne.

Sa capitale est de part le droit **Jérusalem**, cependant le siège du gouvernement palestinien se situe à Ramallah en raison de l'annexion de Jérusalem-Est par Israël.

Anciennement intégrée à l'Empire ottoman, puis passée sous mandat britannique après la Première guerre mondiale, elle émerge comme État indépendant à la suite de la guerre israélo-arabe de 1948-1949.

La déclaration du 15 novembre 1988 de l'Organisation de libération de la Palestine en exil à Alger a été retenue par l'État de Palestine comme sa déclaration d'indépendance et acceptée comme telle par la Ligue arabe et l'Organisation de la coopération islamique.

Sa souveraineté nationale, sa reconnaissance internationale, ses réfugiés, son territoire et ses frontières, sa capitale même sont l'objet de conflits armés et de débats politiques. L'accord d'Oslo II parachève la première phase des négociations israélo-palestiniennes. Succédant à l'accord Gaza-Jéricho, il étend le statut d'autonomie accordé à ces deux zones aux villes de Cisjordanie et permet aux Palestiniens de gérer leurs affaires internes.

En 2024, l'État de Palestine est reconnu par 141 États (73 % des 193 États membres que compte l'Organisation des Nations unies plus le Vatican),

Un peu d'histoire : Au cours des années 1880, des colons allemands et des immigrants juifs apportèrent des machines modernes et des capitaux nécessaires au développement du pays. On estime que la Palestine abritait quelque 24 000 Juifs et majoritairement à Jérusalem, alors que la population totale s'élevait à environ 470 000 habitants. Le gouvernement ottoman imposa de sévères restrictions à l'immigration et à l'achat de terres par les Juifs. À la fin du XIXe siècle, la région est divisée en trois districts, ceux d'Acre, de Balqa et de Jérusalem, les deux premiers appartenant à la wilayet de Beyrouth.

L'effondrement de l'**Empire ottoman** vers 1923 a été accompagné par l'émergence du nationalisme dans ses provinces arabes, ...

La Palestine fut le terrain du conflit de plus en plus violent entre Arabes et Juifs palestiniens dont les revendications nationalistes respectives ne purent être conciliées par les Britanniques. ... Le conflit entre la communauté juive et la communauté arabe de Palestine conduisit à l'abandon par les Britanniques du Mandat qu'ils décident de remettre à l'ONU. Celle-ci procède à un vote de partage du territoire en vue d'y créer un État juif et un État arabe, tout en faisant de Jérusalem et de ses alentours un corpus separatum sous statut international. Le Plan de partage voté à l'assemblée générale de l'ONU en novembre 1947, prévoit la création d'un État arabe et d'un État juif. Le plan est rejeté par la partie arabe, mais accepté par la partie juive. Le 14 mai 1948, la veille de l'expiration du mandat britannique, David Ben Gourion proclame l'indépendance de l'**État d'Israël**. La Ligue arabe refuse le plan de partition des Nations unies et proclame le droit à l'autodétermination pour les Arabes de la Palestine mandataire. Cinq États arabes déclarent la guerre à l'État d'Israël immédiatement après sa proclamation; des contingents de quatre des sept pays membres de la Ligue arabe à cette époque, l'Égypte, l'Irak, la Jordanie et la Syrie ainsi que l'Armée de libération arabe, envahissent le territoire de l'ex-mandat britannique de Palestine....

En 1949, Israël signe des armistices séparés avec l'Égypte, le Liban, la Jordanie et la Syrie. Selon ces accords d'armistice, le territoire d'Israël comprend environ 78 % de la Palestine mandataire (soit 18 % de plus que défini par proposition de partition de l'ONU). Ces lignes de cessez-le-feu ont été dénommées la « Ligne verte ». La bande de **Gaza** et la **Cisjordanie** sont respectivement occupées par l'Égypte et la Jordanie qui annexe cette région, ainsi que la Vieille ville de Jérusalem. Israël sera reconnu dans ces nouvelles frontières, mais les annexions de la Bande de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est ne sont pas reconnues par la communauté internationale. À la suite de ce conflit, environ 700 000 des 900 000 Arabes palestiniens ont fui ou ont été expulsés des territoires qui sont devenus l'État d'Israël.



Le 20 septembre 1948, la Ligue arabe déclare la création d'un gouvernement palestinien, et le 22 septembre un gouvernement arabe de toute la Palestine est établi dans la Bande de Gaza occupée par l'Égypte. Cette décision n'est pas acceptée par la Jordanie qui annexe les territoires qu'elle occupe. Quelques jours plus tard, une Assemblée constituante se réunit, élit comme Président le Mufti Hadj Mohammed Amin al-Husseini et prend le nom de Conseil national palestinien. L'Assemblée vote également une Constitution provisoire, mais cette proclamation n'est suivie d'aucune reconnaissance internationale.

Le nationalisme palestinien connaît un regain en juin 1967 à l'issue de la Guerre des Six Jours, au cours de laquelle Israël conquiert les territoires annexés par la Jordanie en 1949, Jérusalem-Est incluse, ainsi que la bande de Gaza gérée par l'Égypte et le Golan appartenant à la Syrie....

1988 Reconnaissance de l'indépendance de la Palestine par l'Assemblée générale de l'ONU, puis par de nombreux pays... les conflits continuent.

Sous l'**Empire ottoman** en 1855, la première ligne de télégraphe est ouverte .

Puis en 1881 les premières lignes de téléphone expérimentales ont été posées à Istanbul. Des demandes provenant de banquiers allemands à Jérusalem voulant installer une ligne téléphonique entre leurs usines et les banques.

À la veille de la Première Guerre mondiale, il est prévu d'installer l'électricité, un système téléphonique et de construire des lignes de tramway.

En 1865, Jérusalem est reliée au télégraphe .

Après 1892, il a fallu six ans pour que le téléphone utilisé dans le consulat russe à Jérusalem soit autorisé.

1913 L'une des revendications des provinces pour l'établissement d'un réseau téléphonique venait de Jérusalem. Cet endroit a également été mentionné parmi les endroits "importants" comme d'autres régions - et il a été déclaré qu'un téléphone était nécessaire pour la sécurité, le commerce et la communication rapide.

Avant la guerre 1914-1918 il n'y a pas de réseau téléphonique, pas de service postal unique et seulement un réseau télégraphique médiocre.

1920 Document du contrat pour l'installation d'une ligne téléphonique en Palestine, du 8 décembre entre Joseph Deutch et A.M. Société Freund et le ministre des Postes, a été signé pour la construction de l'une des premières lignes téléphoniques en Palestine.

AGREEMENT FOR TELEPHONE EXCHANGE LINE

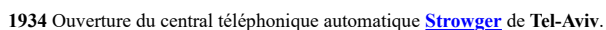
The "Postmaster General" means the Postmaster General or such other person as may be appointed to administer the Palestine Telephone Service.

PARTICULARS OF EXCHANGE LINE.

EXTENSION LINES OR ADDITIONAL APPARATUS OR ADDITIONAL DISTANCE.

Accepted on behalf of the Postmaster General
 Subscriber's signature Joseph Dietrich & Son, P. 100 Signature [Signature]
 (See Conditions & Provisions overleaf)
 Address 707 1/2 South of 3rd St. N. Minn.
 Business or occupation Merchants
 Date 12 day 1920
 Witness [Signature] Date 12 day December 1920
 Description [Signature]

Un réseau télégraphique de qualité connecte toutes les villes et tous les gros villages de Palestine au reste du monde.





Jérusalem La construction du bâtiment de la Poste centrale s'est déroulée entre 1934 et 1938 pendant le mandat britannique. Il est destiné à abriter le personnel administratif et technique de Palestine Post, Telegraph & Telephone, le central téléphonique central de Jérusalem et le bureau de poste de Jérusalem.

1938 le 17 juin, le nouveau central téléphonique a été inauguré à **Jérusalem**. Ce central [Strowger](#), d'une capacité de 10 000 lignes, La [British General Electric Company](#), qui a équipé le bâtiment de la Poste il y a 22 ans, a également installé les équipements du nouveau central.

Open Million-Dollar Jerusalem Post Office

JERUSALEM.—Jerusalem's new \$1,000,000 post office and \$300,000 automatic telephone exchange were inaugurated by Postmaster General George H. Webster in the presence of officials, foreign consuls and prominent Arabs and Jews. High Commissioner Sir Harold Alfred MacMichael made the first telephone call, exchanging congratulations with Mayor Daniel Auster of Jerusalem.

The first cable to be handled was a message of the Jewish Telegraphic Agency reporting an Arab attack in which a Jew was fatally wounded.

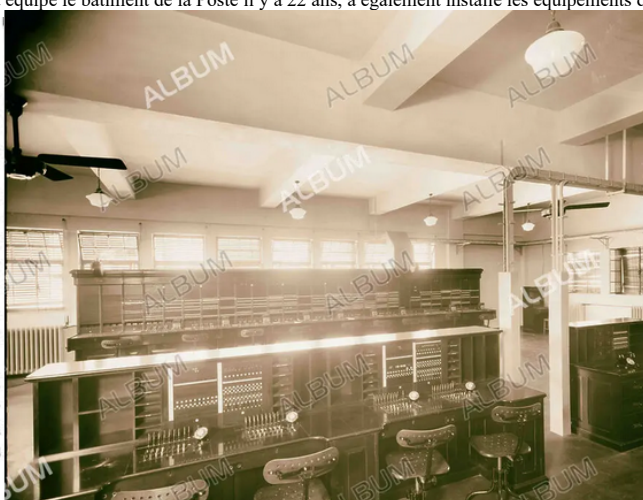


table des opératrices

PROVIDENCE, R. I., FRIDAY, JULY 22, 1938

1948 Changement de gestionnaire :

Le service postal israélien (ministère des Transports, des Postes, Télégraphes et Radio) remplace le système de service postal fourni pendant le mandat britannique sur la Palestine .

1955 – Le premier bureau de poste mobile d'Israël est ouvert dans le Néguev .

1981 Le premier **central téléphonique électronique** d'Israël sera mis en service fin janvier, mais les abonnés de Kfar Saba, près de Tel Aviv, qui attendent depuis des années l'installation d'un téléphone, se sont fait dire qu'ils préféreraient peut-être attendre encore un an, car le nouveau central pourrait rencontrer des problèmes lors de sa première mise en service. mois d'exploitation.

Un deuxième central, plus grand, entrera en service à la fin de l'année prochaine et, d'ici 1985, aucun central mécanique classique ne sera installé.

Les centraux électroniques fournissent non seulement aux clients une facture détaillée des appels directs interurbains et internationaux ainsi que des

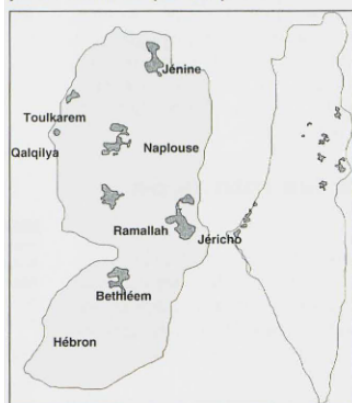
1984, **Bezeq** a été créée pour réduire la bureaucratie et améliorer l'efficacité, en réduisant considérablement le délai d'attente pour l'installation de nouvelles lignes téléphoniques.

1986, l' Autorité postale israélienne a été fondée.

1986, Pelephone (la première entreprise de téléphonie mobile en Israël) a été créée par Motorola et Tadiran .

Découpage territorial Intérimaire 28 septembre 1995, depuis l'Accord d'Oslo (13 septembre 1993 et se concrétise le 4 mai 1994).

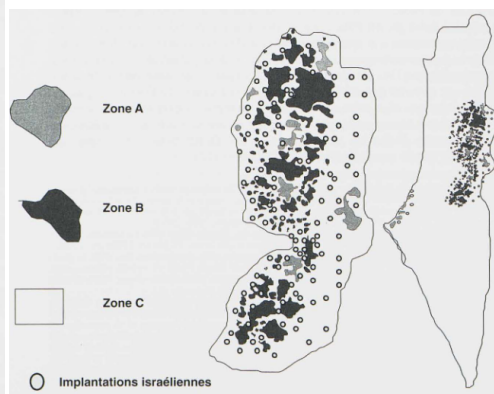
Les régions autonomes palestiniennes (zone A)



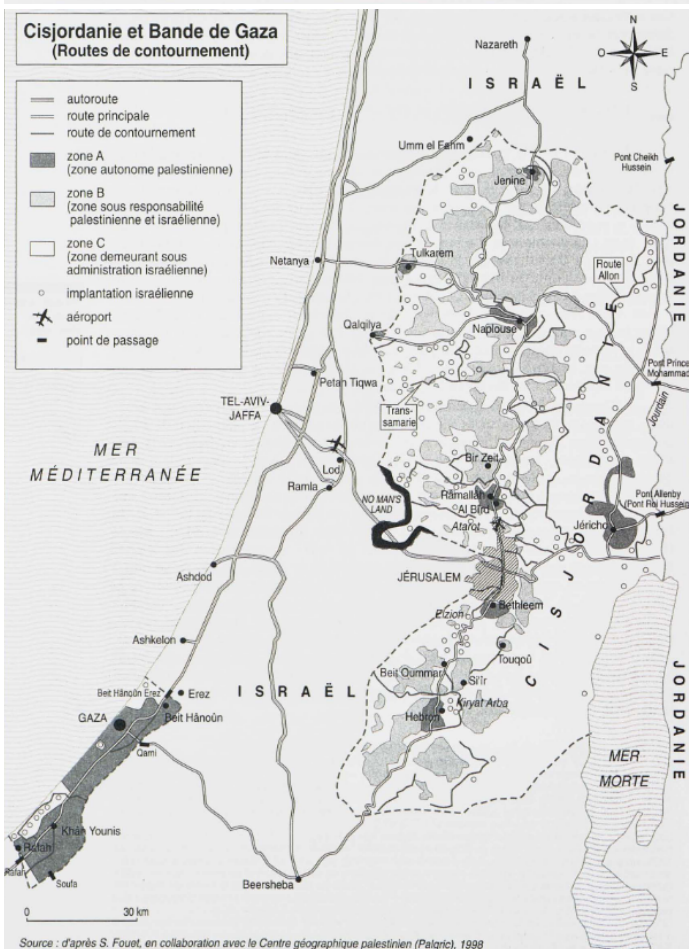
- **Zone A** : les six villes palestiniennes (sans Jérusalem-Est), Jéricho (65 km²) et 80% d'Hébron (zone H1 établie en janvier 1997). La vieille ville, le quartier juif, les accès à Kiryat Arba et au tombeau des Patriarches restent sous contrôle israélien (zone H2). En zone A (3% de la Cisjordanie, 20% de la population), l'Autorité Palestinienne (AP) assume la sécurité intérieure, l'ordre public et la totalité des responsabilités liées à la vie civile.

- **Zone B** : plus de 450 villages palestiniens (24% de la Cisjordanie, 68% de la population). L'AP est dotée de pouvoirs civils, d'une partie des pouvoirs de police. L'armée israélienne conserve la responsabilité de la sécurité et le contrôle des ressources. Des patrouilles « mixtes » (soldats israéliens/policiers palestiniens) circulent à bord de véhicules arborant un drapeau orange. A la sortie de la zone A, deux cubes de béton (peints en blanc et jaune) marquent les limites à ne pas franchir pour les policiers avec leurs armes.

- **Zone C** : les zones rurales, les colonies, les routes, les zones de sécurité et les camps militaires (73% de la Cisjordanie) où le contrôle israélien est exclusif.



Les zones A, B, C



Source : d'après S. Fouet, en collaboration avec le Centre géographique palestinien (Palgric), 1998

Élément central du processus, l'accord d'Oslo découpe le territoire de la Cisjordanie en zones A, B et C et y prévoit un retrait israélien sans précision sur son ampleur. Trois ans après, les modalités d'application de cet accord dessinent les frontières réelles : les territoires occupés sont devenus territoires disputés (disputed Lands), le retrait (withdrawal) des troupes israéliennes s'est traduit par un redéploiement partiel, les Palestiniens ont dû diminuer l'étendue et le nombre de leurs déplacements et sont cloisonnés dans des espaces autonomes réduits à la zone A. On peut se demander si l'esprit d'Oslo - une reconnaissance mutuelle devant conduire à la coexistence de deux Etats -, n'a pas été détourné, les dirigeants israéliens semblant tout mettre en œuvre pour empêcher l'établissement d'une continuité géographique palestinienne, condition sine qua non de la naissance d'un Etat.

En contrepartie de l'autonomie accordée aux villes qui constituent la zone A, la mainmise israélienne sur le reste des territoires s'intensifie : terrains expropriés par l'armée, maillage de la Cisjordanie par des routes réservées aux colons, transformation des zones autonomes en ghettos fermés par des barrages militaires, absence de liberté de circulation entre la Cisjordanie et Gaza. La dynamique des accords conduit-elle à un mode d'exercice différent du pouvoir sur la Cisjordanie et la bande de Gaza ? En se libérant de la gestion administrative des Palestiniens tout en conservant la maîtrise des frontières, Israël a-t-il fait évoluer son dispositif de domination d'un contrôle du territoire vers un contrôle des flux ? L'enjeu de pouvoir ne se limite pas à la conquête de la terre (quel pourcentage obtenu ?) mais glisse vers le contrôle des mouvements de personnes, de biens, d'information « de » et « vers » les territoires recouverts par les Palestiniens (quelle viabilité des enclaves ?).

Pour mesurer ce glissement du terrain d'affrontement (terre/flux), il convient de combiner une approche territoriale et une approche en termes de réseaux. Au delà des équipements, du tracé et d'une emprise au sol s'inscrivant concrètement dans l'espace, les réseaux constituent aussi un système de relations organisées indépendantes d'une existence matérielle directe, ou d'une consommation d'espace.

Les années 1990 ont été une décennie de changements marqués dans l'industrie israélienne des télécommunications et de développements massifs dans les communications cellulaires, Internet, la télévision commerciale et les plates-formes de télévision multicanaux telles que la télévision par câble et la télévision par satellite.

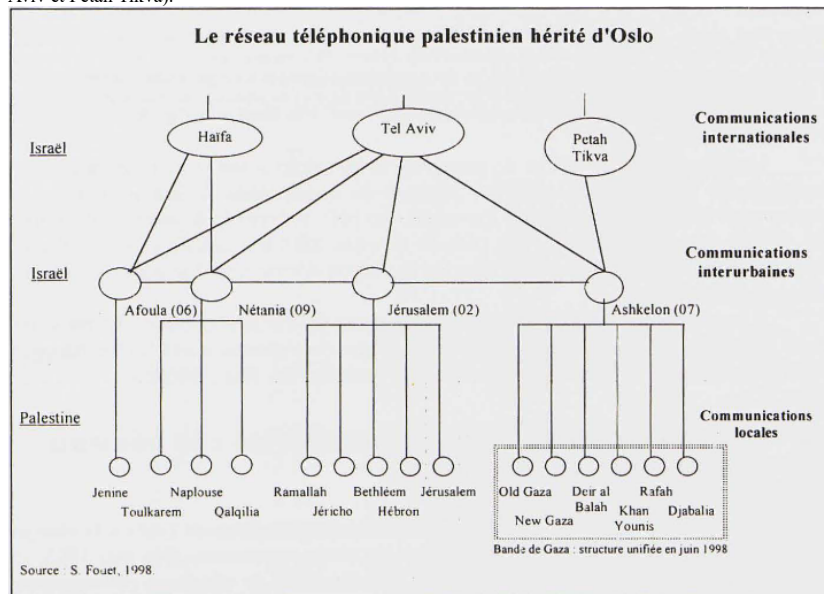
Selon l'article 36 de l'Accord intérimaire, l'Autorité palestinienne (AP) a la charge du réseau téléphonique « entre » et « dans » les zones autonomes. En mai 1995, le ministère des Télécommunications a chargé la Compagnie de téléphone palestinienne (PaTel) de s'occuper des communications et des services téléphoniques. La séparation des réseaux téléphoniques est une tâche compliquée, mais cruciale.

Israël a construit le réseau téléphonique et les infrastructures principales hors de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Les centraux locaux sont situés dans 15 villes palestiniennes regroupés en trois sous-ensembles :

- au nord (Jénine, Tulkarem Naplouse, Qalqilya) ;
- au centre-sud (Ramallah, Jéricho, Bethléhem, Hébron et Jérusalem) ;
- dans la bande de Gaza (Old Gaza, New Gaza, Deir El-Baleh, Khan Younis, Rafah et Jiblia). La structure de Gaza est unifiée depuis juin 1998.

Les centraux principaux sont localisés en Israël dans quatre lieux (Afula, Natania, Jérusalem et Ashkelon) ainsi que les centraux permettant l'accès à l'international (F-Aviv et Petah Tikva).



Dans cette structure, les communications interurbaines et les appels internationaux passent par un serveur situé en Israël. Un appel entre Naplouse et Jénine dans le nord la Cisjordanie sort en Israël à Nétania, puis Afula avant de revenir en zone A. De plus, le réseau de transmission est composé de câbles fibres optiques limités, dont la possession est objet de dispute.

Quelques liens micro-ondes directs existent entre les villes palestiniennes.

Pour établir une liaison interurbaine, il faut poser des antennes au sommet des collines pour capter les ondes. Or, en Cisjordanie, la plupart des hauteurs sont occupées par les colonies israéliennes. Une connexion entre Ramallah et Naplouse passe de Ramallah vers une implantation à l'est de la ville, puis vers une autre jusqu'au Mont Jerzeen à Naplouse pour terminer à travers un câble jusqu'au serveur urbain.

Outre le contrôle physique et technique des transmissions, les Israéliens maîtrisent le système de facturation. La compagnie téléphonique israélienne (Bezeq) facture les communications à PalTel qui les envoie au consommateur palestinien. Résultat, le trafic entre la bande de Gaza et la Cisjordanie est surchargé et l'AP ne perçoit pas toujours les bénéfices des communications internationales. En cas de grève de l'administration israélienne (ce fut le cas à l'automne 1997), le service de facturation est paralysé. L'un des enjeux est l'obtention d'un code international direct.

En juillet 1998, les Palestiniens ont changé les indicatifs des régions de Cisjordanie et de Gaza en vue de différencier leurs appels téléphoniques de ceux des Israéliens de la même zone.

En 1995, il y avait environ 3,6 téléphones pour 100 personnes (2,7/ 100 à Gaza, 4,5/100 en Cisjordanie).

La structure fibre optique serait la solution idéale pour les communications interurbaines. Cependant, les zones passées sous contrôle de l'AP ne sont pas géographiquement contiguës. Lier les villes entre elles nécessite une structure qui passe à travers les zones C et requiert une permission israélienne. De plus, cette construction est coûteuse en argent et en temps.

La liaison Gaza-Cisjordanie pose problème. En zone A, PalTel maîtrise le réseau intra-urbain.

En juin 1998, le nombre de lignes téléphoniques a atteint 132 000, le double des postes hérités en 1995 (près de 73 000).

Une structure sans fil et les liaisons micro-ondes offrent une solution rapide et peu coûteuse mais entraîne d'autres complications. Les liaisons micro-ondes nécessitent des sites appropriés (au sommet des hauteurs aux mains des colons israéliens) et des fréquences qui demeurent sous contrôle israélien. Le système actuel des portables est exclusivement israélien. Motorola et Cellcom, vendus en territoires palestiniens utilisent la technologie américaine AMPS en vigueur en Israël. De son côté, PalTel négocie l'accès aux fréquences et souhaite construire un système GSM. De plus, les Palestiniens travaillent sur un projet de liaison micro-onde directe entre Gaza et Hébron : un défi technologique car la distance est de 58 km. Dans la région, la plus longue distance micro-onde est de 61 km entre la Jordanie et le Liban.

Les satellites peuvent être utilisés pour lier les villes palestiniennes. Le coût de fonctionnement est très élevé et les fréquences satellitaires sont sous contrôle israélien. De plus, une distance de 500 km est nécessaire entre deux stations terrestres, alors que seulement 200 km séparent Naplouse de Gaza.

Au début des pourparlers de paix, les Palestiniens se sont retrouvés disposer d'un accès à l'international à travers le système israélien et d'ordinateurs équipés de modem. Malgré un contrôle israélien des territoires dans le domaine des télécommunications, l'accès à l'extérieur devenait possible même s'il était limité. L'université palestinienne de Birzeit a ainsi expérimenté le développement d'Internet.

Dans nombre de pays, cet événement ne serait pas de grande importance, mais dans le cas palestinien, il est majeur.

Des universitaires empêchés de sortir pour participer à des conférences à l'étranger, trouvent une liberté d'expression dans l'espace cybernétique. Le projet d'action en faveur des droits de l'Homme utilise les capacités électroniques pour prévenir lorsqu'un étudiant ou un membre de la faculté est arrêté et torturé.

Parallèlement à ces développements, un réseau palestinien appelé Baraka (bénédiction en arabe) fut installé pour répondre aux demandes des organismes internationaux ; il offre un accès à des newsgroups. D'autres organisations ont suivi : le programme de développement des Nations unies et des sociétés privées (Planet, PalNet). D'autre part, les Israéliens, dans l'impossibilité de circuler dans les territoires autonomes, trouvent un moyen de parler avec les Palestiniens à travers les groupes de dialogue conjoints, tels que Salaam Shalom (« paix » en arabe et en hébreu).

Aujourd'hui, la technologie a atteint un point tel que les restrictions décrites précédemment ne sont plus possibles.

Oter le droit d'utiliser le système téléphonique israélien ou la poste électronique ! Avec un ordinateur portable, et un téléphone mobile acheté en Jordanie, on peut équiper un système universitaire d'adresses électroniques et un serveur Web international dans le désert, si besoin est. Donner aux institutions locales les moyens d'autosuffisance en leur fournissant la technologie de base nécessaire pour rejoindre le système global d'information : les frontières disparaissent alors et les restrictions en matière d'information deviennent impuissantes.

La nature des négociations d'Oslo diffère de la substance du processus sur le terrain et les structures de domination se poursuivent sous une autre forme. Entre 1993 et 1998, l'appropriation israélienne des territoires s'est exercée par une conquête « micro » (locale) de la terre et par un contrôle « macro » (régional) des flux. Cette dynamique s'appuie sur la construction d'un réseau routier sélectif et sur une structure militarisée de l'espace. Les Israéliens contrôlent, administrativement et militairement, les mouvements de personnes ou de biens et maîtrisent, techniquement et financièrement, les flux d'information. Le découpage spatial, la pratique des bulldozers et la tactique des militaires créent divers compartiments de confinement, périodiquement bouclés, où les flux sont canalisés, filtrés ou interrompus. Si les Palestiniens recouvrent un territoire, la viabilité d'une entité souveraine reste menacée par une politique asphyxiante de restrictions des circulations.

Au-delà de l'aménagement politique et militaire du territoire, il existe cependant un aménagement de l'espace par les entrepreneurs qui créent une autre réalité.

Les zones A sont en voie de restructuration grâce à un dégel de la dynamique urbaine et certaines pratiques économiques conduisent au désenclavement. Dans ce système de

contraintes, les stratégies de contournement organisent les circulations. Les nouveaux acteurs (les transporteurs, les architectes ou les fournisseurs d'Internet) et les lieux de transit (Al Ram, Jérusalem-Est ou Kami) jouent les interfaces. Des marchés informels constitués de baraques en tôle s'improvisent au nord de lénine et à Tulkarem, le long de la « ligne verte ». Les flux qui échappent aux militaires, tournés principalement vers le contrôle des flux matériels, passent par l'immatériel. Les hauteurs topographiques, les ondes et les fréquences deviennent un enjeu de pouvoir. Sous cette domination israélienne revisitée par les accords d'Oslo, un espace de développement spontané est né des contournements et des stratégies entrepreneuriales : empêche une radicalisation de la situation.

2014, le secteur des télécommunications en Israël avait des revenus supérieurs à 15 milliards, ce qui représente environ 2 % du PIB.

Du point de vue technologique et industriel, l'industrie israélienne des télécommunications fait partie des leaders mondiaux en matière de développement technologique, pionnier dans le développement de protocoles tels que WiMAX, VoIP et TDMoIP.

Au cours des années 2000, Israël est devenu l'un des principaux fournisseurs de l'industrie mondiale des télécommunications et un leader mondial en matière de recherche technologique.

2018 Les infrastructures de télécommunications en Palestine sont devenues un outil de répression

Au checkpoint de Qalandia, le plus grand poste de contrôle militaire israélien en Cisjordanie occupée, aucun réseau de téléphonie portable n'est accessible. Les fournisseurs palestiniens n'ont pas l'autorisation d'installer d'équipement dans ce secteur et les fournisseurs israéliens non pas grand intérêt à le faire. Par conséquent, les palestiniens qui passent par ce poste de contrôle, un lieu où les droits humains sont bafoués de manière récurrente, se retrouvent dans ce qu'Helga Tawil Souiri, spécialisée dans la recherche sur les médias, appelle « un no man's land téléphonique ».

Pour appréhender ce no man's land téléphonique, il est nécessaire de comprendre que les infrastructures permettant d'exploiter un réseau de téléphonie mobile sont tout sauf mobiles. L'exploitation d'un réseau de téléphonie cellulaire repose sur deux éléments clés : des appareils mobiles et une antenne-relais fixe. Pour fonctionner, une zone géographique donnée est divisée en milliers de « cellules » géographiques qui sont toutes équipées d'une antenne-relais (appelée également station radio de base) qui est une installation physique couvrant une zone limitée. Les cellules se recoupent pour créer ce qui est communément appelé une couverture cellulaire, et le téléphone portable transmet et reçoit des signaux radio avec la station de base. Dans les zones où les cellules ne se recoupent pas, généralement en raison d'obstacles physiques, comme dans le cas d'un relief montagneux, la couverture est interrompue et la réception est limitée ou inexistante. Cependant, l'existence de zones blanches, comme dans le cas de Qalandia, s'explique par la politique plutôt que par la topographie, ce qui soulève d'importantes questions sur le lien entre la technologie mobile et les droits humains. Ces zones blanches mettent en exergue la problématique des infrastructures physiques et des inégalités et vulnérabilités structurelles engendrées par les infrastructures, en particulier en cas d'occupation militaire.

Les débats, d'une importance cruciale, sur les risques pesant sur les droits humains dans le domaine des technologies de télécommunications ont couvert des problématiques variées, comme le coût humain de la chaîne d'approvisionnement en lien avec les smartphones, le danger des applications mal conçues de rencontre pour les personnes LGBT, la question du droit au respect de la vie privée et de la surveillance exercée par les États. Cependant, nous devons nous pencher davantage sur les implications dans les domaines politiques, économiques et des droits humains du contrôle des infrastructures de téléphonie mobile en situation d'occupation, y compris de l'éventualité que les infrastructures soient utilisées comme une arme par une puissance belligérante occupante et exploitées dans une économie captive et sous contrôle.

Concernant les territoires palestiniens occupés, les infrastructures de télécommunications, bien qu'officiellement indépendantes et contrôlées par l'Autorité palestinienne et par les entreprises palestiniennes depuis 1995, demeurent sous le joug de l'occupation, une situation entérinée par les protocoles économiques figurant dans les accords d'Oslo. Les restrictions constantes, imposées par Israël sur la bande passante des liaisons sans fil, forcent Paltel, l'entreprise palestinienne de télécommunications, à acheminer tous les appels entre la Cisjordanie et Gaza, et de nombreux appels au sein de Gaza ou de la Cisjordanie, via des fournisseurs israéliens. Ces fournisseurs prélèvent un pourcentage sur toutes les recettes d'interconnexion des appels entre les lignes fixes et les téléphones mobiles palestiniens, ainsi que les appels entre les téléphones mobiles des opérateurs palestiniens et des opérateurs israéliens. Israël empêche Paltel d'exploiter sa propre passerelle internationale, exigeant que les opérateurs palestiniens passent par une entreprise immatriculée en Israël pour accéder aux réseaux internationaux. Ce type de pratique permet aux entreprises israéliennes de télécommunications, qui collectent des frais de terminaison pour les appels nationaux et internationaux, d'enranger des profits faciles.

La dépendance des infrastructures palestiniennes à l'égard de l'architecture israélienne pour toutes les activités liées à internet, aux lignes fixes et à la téléphonie mobile, donne également à la puissance occupante des capacités de surveillance massives qui peuvent être utilisées non seulement pour diffuser sa propagande mais également pour espionner la population occupée. En contrôlant les fréquences radio, l'armée israélienne peut pirater, perturber et couper les radiodiffusions. Israël, lors de son attaque militaire de grande ampleur sur Gaza en 2008-2009 et en 2014, a utilisé la possibilité d'appeler et d'envoyer des SMS aux résidents de Gaza dont les maisons, ou le quartier, étaient sur le point d'être bombardés. Le cyberspace palestinien, en particulier les réseaux sociaux, ont également fait l'objet d'une surveillance accrue, les tweets et les messages publiés sur Facebook servant de prétexte aux arrestations par les forces israéliennes des deux côtés de la ligne verte.

Les entreprises israéliennes de téléphonie mobile peuvent exploiter l'état de dépendance et la régression du secteur palestinien des télécommunications sans avoir de comptes à rendre. Déjà présents sur le terrain en tant que fournisseurs de service à des colonies illégales, avec des centaines d'antennes-relais parsemées dans toute la Cisjordanie, les entreprises israéliennes sont bien placées pour capter le trafic illicite dans leurs réseaux. Aidés par une occupation privilégiant les avant-postes en zone montagneuse et les installations militaires, les signaux cellulaires israéliens pénètrent profondément les centres urbains palestiniens. En fait, les signaux pénètrent si profondément que l'on peut se demander si ce déploiement excessif n'est pas délibéré, l'accès illicite au marché palestinien permettant de subventionner efficacement l'installation et la maintenance des infrastructures de télécommunications dans des colonies isolées à faible densité de peuplement.

Ainsi, bien qu'officiellement interdites d'opérer sur le marché palestinien, les entreprises israéliennes de téléphonie mobile, grâce à leurs activités non autorisées, captent environ 20 % à 40 % du marché palestinien des télécommunications. Au vu des restrictions imposées sur les opérateurs palestiniens, et notamment l'impossibilité de proposer la 4G (et jusqu'à récemment la 3G) et une couverture cellulaire exhaustive, ces chiffres ne sont pas surprenants. La Banque mondiale a estimé que, dans la période allant de 2013 à 2015, pour les opérateurs palestiniens de téléphonie mobile, la perte de chiffre d'affaires directement imputable à l'absence de 3G, se chiffrait entre 339 et 742 millions de dollars américains. De plus, leurs activités n'étant pas autorisées, les opérateurs israéliens de téléphonie mobile ne payent pas de frais de licence ou d'impôt à l'autorité palestinienne invoquant le problème de double imposition. Par conséquent, l'économie palestinienne ne reçoit pas même une fraction des profits conséquents générés grâce aux utilisateurs palestiniens.

Vu que le secteur israélien des télécommunications est intégralement privatisé, ce sont les entreprises internationales (comme Altice, basée aux Pays-Bas) et israéliennes (comme Bezeq) qui exploitent les télécommunications palestiniennes et captent les profits. Ces dernières années, plusieurs grandes entreprises de télécommunications ont adopté les Principes directeurs en matière de liberté d'expression et de protection de la vie privée qui s'inspirent des Principes de l'ONU en matière de protection, de respect et de réparation concernant les entreprises et les droits de l'homme. En 2017, sept entreprises de télécommunications sont devenues membres de l'organisation Global Network Initiative (GNI). Bien que positifs, ces efforts doivent être grandement renforcés afin d'adresser les préoccupations en matière de droits humains qui, comme celles dont nous avons parlé dans ce document, n'entrent pas dans le champ des droits à la vie privée et à la liberté d'expression. Tant que les entreprises de télécommunications persistent à négliger leur devoir en matière de respect des droits humains et du droit international et continuent d'opérer dans un contexte d'occupation prolongée et belligérante, les infrastructures de télécommunications resteront un outil de contrôle social, d'exploitation économique et de répression.

* Cet article est basé sur le récent rapport du centre de recherche Who Profits Research Center sur les télécommunications sous l'occupation israélienne.

La Palestine (comprenant la bande de Gaza et la Cisjordanie) a accès aux services de téléphonie, de radio, de télévision et d'Internet ; cependant, elle accuse un retard considérable par rapport aux normes internationales dans ces secteurs. Le paysage des communications en Palestine est entravé par plusieurs défis, notamment les restrictions imposées par les accords d'Oslo, qui limitent l'utilisation des fréquences du spectre pour les communications sans fil sans l'autorisation d'Israël. Par conséquent, cela a freiné l'introduction des technologies modernes dans les territoires palestiniens.

Les télécommunications en Israël sont les plus développées du Moyen-Orient.

Le système israélien repose sur des câbles coaxiaux, des fibres optiques et des relais radio micro-ondes.

Avant les années 1990, le marché israélien des télécommunications était dominé par **Bezeq**, une entreprise publique. Au cours des années 1990, le secteur israélien des télécommunications est passé de monopoles d'État à une concurrence privée diversifiée, portée par de nombreuses nouvelles entreprises.

En 2014, le secteur des télécommunications en Israël générait un chiffre d'affaires de plus de 15 milliards de shillings, soit environ 2 % du PIB.

Une tour de téléphonie cellulaire et un central téléphonique Bezeq, situés dans la ville d'Or Yehuda.

Sur le plan technologique et industriel, l'industrie israélienne des télécommunications figure parmi les leaders mondiaux du développement technologique, ayant été pionnière dans le développement de protocoles tels que WiMAX, VoIP et TDMoIP.

Au cours des années 2000, Israël s'est imposé comme un fournisseur majeur pour l'industrie mondiale des télécommunications et un chef de file mondial en matière de recherche technolo

Depuis 2020, Bezeq , HOT , Partner et Cellcom proposent des services de téléphonie fixe. Bezeq propose des services traditionnels, tandis que les autres proposent de la voix sur IP , le service de Hot étant acheminé via un intranet.

En 2020, Bezeq disposait de 9 500 téléphones publics dans tout le pays. En décembre de la même année, ils ont reçu l'autorisation du gouvernement de démonter la g majorité de ces téléphones, ne laissant que ceux en usage actif et ceux qui se trouvent dans des espaces fermés, comme les prisons, où d'autres choix ne sont pas disponibles.

Depuis janvier 2020, six principaux opérateurs de réseau en Israël proposent des services de communication cellulaire : Pelephone , Cellcom , Partner , Hot Mobile , Golan Telecom et we4G .

Grâce à des négociations persistantes, la Palestine a obtenu les fréquences de communication sans fil de troisième génération, connues sous le nom de 3G , mais cette technologie n'est disponible qu'en Cisjordanie . Gaza , quant à elle, reste cantonnée à la technologie 2G .

Les contraintes imposées par les accords d'Oslo s'inscrivent dans le cadre plus large régissant le secteur des télécommunications en Palestine. D'autres réglementations, telles que la loi palestinienne sur les télécommunications et divers accords internationaux, encadrent également ce secteur.

Le 6 janvier 2026, Israël a autorisé l'extension des services mobiles 4G aux Palestiniens de Cisjordanie.

Ces données montrent le retard de la Palestine par rapport à ses voisins, principalement dû aux conséquences de l' occupation israélienne et aux restrictions imposées à l'acquisition de technologies de pointe. Le contrôle des fréquences du spectre radioélectrique palestinien entrave son potentiel de croissance dans le secteur des communications...

GAZA

Durant la guerre de Gaza , l'entreprise de télécommunications Paltel a maintenu ses réseaux opérationnels pendant la majeure partie des six premières semaines. Paltel possède un centre d'opérations réseau à Ramallah , en Cisjordanie . En 2023, l'entreprise employait 750 personnes à Gaza, chargées de la maintenance, notamment de la réparation et du ravitaillement des générateurs en cas de panne. Cinq employés de Paltel ont été tués dans le conflit. Les réseaux de Paltel sont essentiels à la coordination des services d'urgence et de l'aide humanitaire, ainsi qu'à la documentation de la situation à Gaza.

En réponse aux précédents conflits à Gaza, Paltel a pris des mesures et mis en place de nombreux plans d'urgence pour assurer la continuité de ses réseaux. L'entreprise enfouit ses câbles très profondément (jusqu'à 8 mètres) et dispose de plusieurs sources d'énergie, telles que des batteries, des panneaux solaires et des générateurs. En définitive, Paltel est dépendante d'Israël, car ses deux principaux câbles à fibre optique traversent le territoire israélien. Israël a déjà interrompu les télécommunications à deux reprises en sabotant ces câbles.

Le 3 novembre 2023, le BBC World Service a lancé un service radio d'urgence pour Gaza , diffusant sur les ondes AM à longue portée depuis la station de relais britannique de la Méditerranée orientale , afin de « fournir aux auditeurs de Gaza les dernières informations et développements ainsi que des conseils de sécurité sur l'endroit où accéder à un abri, à de la nourriture et à des réserves d'eau ».

Le 16 novembre 2023, en raison de pénuries de carburant, les services Internet et téléphoniques ont été interrompus à Gaza. Cette situation a également entraîné la suspension des convois d'aide humanitaire, les organisations humanitaires étant dans l'incapacité de communiquer. Le 18 novembre, les services ont été partiellement rétablis après l'acheminement de carburant destiné aux télécommunications. Le 21 novembre, une frappe israélienne contre une tour de télécommunications dans le nord de Gaza a provoqué une panne générale des communications dans cette zone.

L'organisation Connecting Humanity fournit un accès internet aux habitants de Gaza grâce à des eSIM offertes , leur permettant de se connecter à des réseaux situés hors de Gaza. En décembre 2023, 200 000 personnes vivant à Gaza (environ 10 % de la population) bénéficiaient d'un accès internet via une eSIM.

En août 2024, selon une source palestinienne, plus de 70 % des télécommunications étaient hors service. En juin 2025, Paltel fournissait encore certains services d'internet et de téléphonie fixe dans le sud de Gaza. On a dénombré au moins 10 coupures depuis le début du conflit. Le manque de télécommunications fiables a entravé les efforts des secouristes et des organisations humanitaires ...

Septembre 2024 L'affaire des [bipeurs du Liban](#)